

jours été en opposition directe avec le pouvoir de de Gaulle (cf. l'U.D.C.A. de Pierre Poujade).

Elle vise en outre à les maintenir dans la neutralité bienveillante où les a placés leur vote pro-gouvernemental de juin 1968.

### 3) *Le rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat*

La nouvelle politique se marque d'abord indirectement par un certain nombre de mesures prises contre les possédants : augmentation des droits de succession (qui devait provoquer un véritable scandale chez les députés gaullistes) ; des droits de bail ; des droits de mutation de fonds de commerce ; des droits d'enregistrement ; croissance du taux d'imposition pour les hauts revenus.

Directement, le gouvernement tente de se donner un nouveau visage aux yeux de la classe ouvrière en augmentant le budget de l'Éducation nationale et des Affaires sociales, en dégrèvant les petits contribuables.

À l'instar de la volonté « réformiste » d'Edgar Faure à l'université, la politique de Couve de Murville prendra au début une tournure « sociale », tentant de séduire ainsi les couches plus arriérées de la classe ouvrière, les catégories les moins politisées des travailleurs.

Mais, parallèlement, les usines les plus en pointe en mai (celles de la métallurgie, Renault) sont soumises à une intense offensive patronale : accélération des cadences et licenciements massifs tendent ainsi à briser le potentiel combatif de l'avant-garde ouvrière. Dans le projet gouvernemental, elle doit permettre *ensuite* la mise en place du système de participation, c'est-à-dire d'intégration, qu'on espère définitive.

En paroles les « spéculateurs » de novembre doivent être « punis » ; dans les faits les travailleurs assument la totalité des charges nouvelles créées par la crise monétaire.

### 4) *Les conditions de l'échec*

C'est cette contradiction entre la volonté subjective du gouvernement gaulliste de restructurer de nouvelles alliances de classe — inter ou extra-bourgeoise — et la dépendance absolue par rapport à la fraction monopoliste de la bourgeoisie dans la passe difficile qu'elle traverse, qui l'oblige à pratiquer une politique en opposition avec les premiers pas du budget renouvelé d'août.

Mieux, la contradiction est double :

— cette politique d'ouverture, exprimée par les mesures du budget modifié d'août-septembre 1968, ajoutée au projet de décrets sur les droits syndicaux dans l'entreprise et sur la participation, rencontrera l'hostilité déclarée du patronat (placant les intérêts capitalistes individuels avant ceux de la classe bourgeoise en son entier). Elle achèvera d'entamer la confiance de la bourgeoisie déjà bien ébranlée après mai et le déficit budgétaire que provoque le « réformisme ». A quoi donc lui sert ce régime qu'elle a installé pour être fort, et qui se révèle si faible ?

— l'autre aspect de la politique gaulliste, lié directement au